

LA SANTÉ DURABLE

UNE ANNÉE SOUS LE SIGNE
DE L'INNOVATION
ET DE LA SOLIDARITÉ

**RAPPORT ANNUEL
2020-2021**





SOMMAIRE

Mot de la présidente	3
Mot du directeur général	4
Faits saillants de l'année 2020-2021	5
Mission et rôles de l'ASPQ	6
Conseil d'administration	7
Équipe	8
Priorités 2020-2021	10
Priorité santé durable	11
Priorité COVID-19	14
Priorité périnatalité	16
Priorité alcool, cannabis et autres substances	20
Priorité problématique du poids	24
Résultats financiers	34
Remerciements	37

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Un au revoir

Des bases solides pour progresser

Une des forces de l'ASPQ est d'être à l'affût de projets émergents qui façonnent ses activités et forgent sa crédibilité. Au cours des dix dernières années, elle a amené sa gouvernance à s'adapter aux nouvelles règles et a adopté de nouveaux processus et politiques solides afin d'assurer la pérennité de l'organisation.

Nous avons aussi épousé une nouvelle mission et vision qui détermine notre évolution et nos objectifs pour les prochaines années. Soixante-dix-huit ans après sa création, l'ASPQ évolue dans un environnement demandant des transformations en profondeur qui requièrent de mobiliser la population pour amener nos politiques publiques vers plus de prévention.

Notre phare et mission: la santé durable

La Santé durable a pris une place centrale depuis 2015. À cet effet, les prochaines années seront marquantes et définiront notre façon de vivre. La santé de nos concitoyens passe par un changement de paradigme dans tous les secteurs de notre vie. Pour faciliter l'adaptation à cette nouvelle réalité, nous devons nous donner tous les outils nécessaires. Pour y parvenir, la prévention est notre clé.

Afin de faciliter ces changements, un partenariat est nécessaire car la tâche est trop grande : tous les acteurs doivent y participer, et ceci afin de renforcer l'impact de nos actions.

De nouvelles opportunités

Il y aura donc de nouveaux domaines à explorer, de nouvelles stratégies à mettre en place et de nouveaux objectifs à définir. C'est de cette façon que nous pourrions amener les changements nécessaires pour assurer la santé durable au cours des prochaines années.

De nombreuses initiatives ont lieu dans les milieux communautaires et de travail par des individus qui ont compris l'importance de ce changement qui est à venir et surtout majeur pour la survie de notre population et sa santé. L'ASPQ voudra mobiliser tous les acteurs et promouvoir leurs actions.

La prise de parole et notre rôle de catalyseur favoriseront cette mobilisation si importante pour la prévention dans toutes les sphères de notre société.

Remerciements

Au cours des dernières années, j'ai eu un grand plaisir à travailler avec les membres du conseil d'administration et je remercie toutes ces personnes passées et présentes pour leur soutien et le temps qu'elles ont consacré à la gestion et la bonne marche de notre organisation.

Nous avons compté sur le professionnalisme de la direction générale et de son équipe. Grâce à leur travail, l'ASPQ a su se tailler une crédibilité et une notoriété auprès des décideurs et partenaires.

Avec de nombreux partenaires, nous partageons des objectifs communs et nous pouvons compter sur leur collaboration dans nos projets : un grand merci pour leur aide et soutien au cours des années.

Un merci particulier à nos bailleurs de fonds qui nous font confiance d'année en année. Nous espérons poursuivre nos collaborations dans un but commun : la santé de nos concitoyen.ne.s.

Une histoire à bâtir

Pour faire face aux défis qui nous attendent, il est impératif de continuer notre collaboration et coopération avec toutes celles et ceux qui partagent notre vision de santé durable pour toutes et tous.

C'est donc un appel à poursuivre ensemble ce beau travail car les prochaines années nous apporteront plus de défis à relever, mais aussi nous inciteront à revoir nos façons de faire et à innover dans tous les secteurs de notre travail. De cette façon, nous aurons la chance de contribuer à bâtir notre histoire et de participer à créer le Québec de demain.

Merci à toutes et à tous et bonne continuation.

— Lilianne Bertrand

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Une année de solidarité, d'ambition et d'audace

Au cours de cette dernière année, la pandémie a causé un recul notable de la qualité de vie de la population, autant au niveau mondial que local. Les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les plus défavorisés et certaines communautés culturelles, sans compter les publics présentant des problèmes de santé physique ou mentale, ont parfois vu leur quotidien se transformer en enfer. Et en contrepartie, les riches ont continué à s'enrichir malgré l'effondrement de nos économies.

Alors que certains voyaient en la pandémie un signe de renouveau, de prise de conscience de nos inégalités et d'une déconstruction d'un système arriéré pour parvenir à un monde meilleur axé sur la santé, le bien-être et le développement durables, nous observons aujourd'hui l'effet contraire. Notre économie a encore les yeux rivés sur le PIB plutôt que de s'orienter vers l'équité et la prévention d'autres catastrophes à venir, notamment les maladies chroniques et le réchauffement climatique. Elle tente par tous les moyens de revenir à sa vie d'avant. Une vie où la construction d'un tunnel vaut plus que le déploiement du transport en commun et de son accès. Une vie où la surtransformation et la promotion de malbouffe prévalent à une alimentation saine et valorisant l'agriculture québécoise.

Malgré la sonnette d'alarme des plus grand.e.s chercheur.e.s d'ici et d'ailleurs.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons nous montrer solidaires pour renverser cette situation et faire preuve d'ambition.

C'est la raison pour laquelle l'ASPQ a lancé cette année la première édition de la Semaine de la Santé durable, déployé une Maison destinée à des organismes qui croient en la santé durable et dans laquelle l'économie circulaire est valorisée, souligné le travail incroyable de partenaires qui, chaque jour, se battent contre vents et marées pour que la qualité de vie de la population soit valorisée comme notre bien le plus précieux.

C'est également la raison pour laquelle nous avons poursuivi nos efforts essentiels de réflexion, de concertation et de prévention. Nous avons continué à mener des travaux en matière d'alimentation durable et de saines habitudes de vie grâce aux projets de la Coalition Poids et de *J'ai soif de santé!*, sur la consommation d'alcool et de cannabis et, plus globalement, sur la qualité de vie des femmes enceintes, des familles, des jeunes et des personnes immigrantes.

Que ce soit en recueillant les témoignages de la population, en collaborant avec plus de 1 000 partenaires ou encore en fédérant une multitude de voix auprès des instances municipales, provinciales ou fédérales de tous les secteurs, l'ASPQ démontre une fois de plus sa place essentielle dans un écosystème en constant changement.

— Thomas Bastien

FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE 2020-2021

MENTIONS

Couverture médias
traditionnels
(ASPQ et CQPP)

+ 1,5 k mentions

(hausse de 23 % par rapport à 2019-2020)

PERFORMANCES DES SITES WEB

PRÈS DE
160 000
PAGES LUES

ASPQ : 52 135

Coalition Poids : 37 846

J'ai Soif de santé : 59 213

Apparences
Trompeuses : 9 286

Portée potentielle totale
des mentions

+ 418 M
personnes
touchées

Médias sociaux

+ 915
mentions

**2 NOUVEAUX
PROJETS**
DE RAYONNEMENT
DE LA SANTÉ
DURABLE

**La semaine
de la santé
durable**

**Maison
de la santé
durable**

LINKEDIN
Près de
1 500



TWITTER
Plus de
5 000



PLUS DE
14 400
Abonné.e.s
sur l'ensemble de
ses comptes

ASPQ et Coalition Poids

FACEBOOK
Plus de
7 000



YOUTUBE
Plus de
600



MISSION ET RÔLES DE L'ASPQ

La santé durable pour toutes et pour tous !

L'ASPQ a pour mission de réunir citoyen.ne.s et partenaires pour faire de la santé durable, par la prévention, une priorité.

L'ASPQ soutient le développement social et économique du Québec par la promotion d'une conception durable de la santé et du bien-être. Elle s'appuie sur une vision à long terme qui, tout en fournissant des soins à l'ensemble de la population, s'assure aussi de la garder en santé par la prévention.

Le concept de santé durable est inclusif et requiert des compétences variées. Il permet de réunir des actrices et acteurs de la société provenant de différentes disciplines, pas seulement de la santé et des services sociaux. Par définition, la santé durable représente donc un enjeu interdisciplinaire et intersectoriel. Par conséquent, elle devrait être intégrée au sein de toute politique publique, de toute innovation et de tout plan stratégique du gouvernement, d'entreprises et d'organisations.

Les 4 rôles de l'ASPQ

CONSEILLER

- Documenter
- Concilier
- Partager
- Recommander

ENQUÊTER

- Surveiller
- Détecter
- Analyser
- Dénoncer

SENSIBILISER

- Vulgariser
- Informer
- Conscientiser
- Outiller

MOBILISER

- Concerter
- Catalyser
- Agir
- Implanter

La **santé durable**,
c'est **plus** de santé,
plus longtemps,
dans un environnement
plus sain et sécuritaire,
pour toutes et tous
et pour les générations
à venir.



CONSEIL D'ADMINISTRATION

De profonds changements pour assurer la pérennité

Au cours de l'année 2019-2020, le conseil d'administration et ses trois comités ont réalisé une série de travaux afin d'assurer la pérennité de notre organisation. Voici quelques réalisations.

COMITÉ GOUVERNANCE

En plus de la révision de notre Manuel de gouvernance et de la gestion des risques, le comité a revu les procédures de mise en candidatures pour l'année en cours et prévoit une formation des administratrices et administrateurs sur la gouvernance en décembre 2021.

COMITÉ FINANCES

Cette année, nous avons dû faire des concessions, dans l'optimisation des ressources humaines et certaines transformations administratives afin d'arriver à l'équilibre financier. Grâce aux processus mis en place, l'année 2021-2022 s'annonce plus favorable à ces égards.

Cela étant, malgré la pandémie, les états financiers de l'ASPQ montrent que les revenus accumulés cette année sont supérieurs de 395 694 \$ à ceux de l'année précédente. Ce sont même les meilleurs des cinq dernières années, et ce, malgré énormément d'incertitudes liées à plusieurs subventions arrivées tardivement.

COMITÉ RESSOURCES HUMAINES ET PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Cette année a marqué la fin de notre plan stratégique 2018-2021 et le comité a donc fait un bilan des objectifs atteints, mais aussi à poursuivre pour les prochaines années. L'objectif demeure de faire en sorte que la prévention et la santé durable soient des valeurs primordiales pour les décideur.e.s et pour tou.te.s les citoyen.ne.s.

Une nouvelle planification 2021-2024 nous permettra de bien orienter nos efforts.



Présidente
Liliane Bertrand

Gestionnaire à la retraite



Vice-président (jusqu'en février)
Kalula Kalambay

Médecin en santé publique à la retraite



Vice-président (depuis février)
Jonathan Demers

Étudiant, Maîtrise en gestion de l'environnement et politique appliquée, Université de Sherbrooke



Trésorière
Anne-Julie Souchereau-Renaud

Conseillère principale, Fusions & Acquisitions, Deloitte



Secrétaire
France McKenzie

Gestionnaire à la retraite



Administrateur
François Béchard

Gestionnaire à la retraite



Administrateur
James B. Chauvin

Gestionnaire à la retraite



Administrateur
Kevin Bilodeau

Directeur, relations gouvernementales, Québec, Fondation des maladies



Administratrice
Alessandra Pansera

Directrice générale, Services fiduciaires aux entreprises, Computershare

ÉQUIPE

Une passion mise au service de la santé durable

Les connaissances et le désir de notre équipe à collaborer à des enjeux toujours plus complexes font en sorte que, chaque jour, l'ASPQ est amenée à se positionner, soutenir des initiatives et contribuer à la santé durable de la population à travers des actions ciblées.

L'ASPQ tient à remercier chaque employé.e pour son travail exceptionnel.

À cet effet, nous souhaitons saluer Jean Alexandre qui n'est plus à l'emploi de l'organisation. Sans lui, les communications de l'ASPQ n'auraient pas été les mêmes au cours des dernières années. Son départ, lié à une réorganisation administrative causée par des enjeux de financements de la mission de l'ASPQ, nous a profondément affectés. Jean était un collègue jovial et toujours présent pour les autres. Il avait profondément à cœur la mission de notre organisation et rêver avec lui d'un monde plus juste et beau était un plaisir quotidien. Merci à nouveau, Jean, et bonne chance pour tes futurs projets.

Parallèlement, l'évolution d'autres projets a permis de recruter deux employées qui ont fait forte impression lors de leurs débuts au sein de notre organisation à titre de stagiaires. Safiétou Tokozani Sakala et Marie-Jeanne Rossier-Bisaillon sont devenues analystes-rechercheurs pour la Coalition Poids. Nous leurs sommes reconnaissants d'avoir voulu poursuivre leur chemin au sein de l'Association et remercions l'ESPUM de les avoir accompagnées tout au long de leurs parcours pédagogiques respectifs!

Finalement, l'ASPQ souligne la contribution essentielle des stagiaires ayant joint notre équipe tout au long de l'année :

- **Basile Clément**, stagiaire à la maîtrise en santé publique (4 mois) | Projet sur les initiatives de rues de jeu libres
- **Aleksandra Prunzyska**, stagiaire au microprogramme de 3^e cycle en analyse et évaluation des services, organisations et systèmes de santé (2 mois) | Projet d'évaluation sur l'implantation de rues de jeu libre en ville
- **Safiétou Tokozani Sakala**, stagiaire à la maîtrise en santé publique (4 mois) | Projet sur les enjeux communicationnels liés à l'obésité dans le contexte de la santé publique
- **Marie-Jeanne Rossier-Bisaillon**, stagiaire à la maîtrise en santé publique (4 mois) | Projet sur les controverses sur le poids auprès des nutritionnistes
- **Karolane Proulx**, stagiaire à la maîtrise en santé publique (4 mois) | Projet sur les produits, services et moyens amaigrissants
- **Ariane Mondou-Phaneuf**, stagiaire au baccalauréat en nutrition (5 semaines) | Projet sur le marketing des aliments locaux
- **Julie Delorme**, stagiaire au baccalauréat en nutrition (5 semaines) | Projet sur les politiques alimentaires dans les écoles
- **Virginie Hamel**, étudiante au doctorat en nutrition | Projet sur l'influence de l'industrie alimentaire sur les professionnels en nutrition
- **Myriam Guillemette**, stagiaire postdoctorante au département d'études urbaines et touristiques (6 mois) — Mitacs Accélération | Projet concernant les initiatives municipales sur l'aménagement urbain et la voirie lors la pandémie de COVID-19 : quels enseignements sont à retenir pour le développement de la mobilité active par des mesures d'aménagement dans les villes?

Bravo et merci encore.

UNE ORGANISATION DU TRAVAIL REDÉFINIE POUR LES ANNÉES À VENIR

Du point de vue de l'organisation du travail, et après consultation avec l'équipe, nous avons fait le choix d'opter pour le travail flexible en tout temps. Cela a permis à certaines employées de se relocaliser pour mieux répondre à leurs besoins : Corinne Voyer est désormais basée à Québec et Marianne Dessureault, à Saint-Donat.

Notre objectif est d'offrir un cadre de vie selon les inspirations de chacun.e. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous avons mis en place des moments destinés au bien-être des employé.e.s et de leurs proches, soit des demi-journées mensuelles qui nous permettent de prendre le temps nécessaire pour protéger notre santé et celle des autres.

À ce jour, la combinaison de ces initiatives donne des résultats qui sont au-delà de nos attentes.

ÉQUIPE



Directeur général
Thomas Bastien, Agr.



Conseillère principale
Anne-Marie Morel, M.Sc



Directrice de la Coalition Poids
Corinne Voyer, B.Sc. Inf., M. Sc.



Responsable des affaires juridiques
et chargée de projet alcool
Marianne Dessureault, avocate



Chargée de projet cannabis
Sylvie Roy, Dt.P., M.Sc.



Chargée du projet *TSAF : en parler
pour mieux agir*
Isabelle Létourneau



Consultante - analyste de recherche chez
Partenaire canadien contre le cancer
Micheline Séguin-Bernier, M.Sc.



Responsable de l'administration
Yannick Prévost



Responsable du développement |
Conseiller aux politiques publiques, Coalition Poids
Marc-André Parenteau, M. Sc.



Conseillère aux politiques publiques
et chargée de projet *J'ai soif de santé!*
Charlène Blanchette, Dt. P.



Conseillère aux politiques publiques et chargée de
projet PSMA et intimidation à l'égard du poids
Laurence Sauvé-Lévesque, Inf., M. Sc.



Analyste-rechercheur
Safiétou Tokozani Sakala



Analyste-rechercheur
Marie-Jeanne Rossier-Bisaillon

PRIORITÉS 2020-2021

Covid-19

Alcool,
cannabis et
autres
substances

Santé
durable

Problématique
du poids

Périnatalité



La Maison de la santé durable

CONTEXTE

Dans le contexte ébranlant causé par la COVID-19, plusieurs organismes à but non lucratif ont fait face à des défis budgétaires et organisationnels mettant en péril leur pérennité. La pandémie a aussi mis en valeur le télétravail qui s'avère efficace dans diverses situations et risque de demeurer bien ancré dans le fonctionnement des entreprises et des organisations post-pandémie. Il n'en demeure pas moins que les bénéfices tangibles et intangibles du travail en « présentiel » restent nombreux. Préoccupée par cette situation, l'ASPQ a entrepris une démarche pour créer un lieu de travail collaboratif et flexible afin d'envoyer un message de solidarité à l'ensemble des organismes œuvrant notamment en santé publique, développement durable et qualité de vie.

OBJECTIFS

- Économiser sur les frais de location d'espaces de bureau.
- Mettre en place une économie circulaire entre des organisations à but non lucratif.
- Renforcer le réseau autour d'un objectif commun : la santé durable de la population.

PARTENAIRES



RÉALISATIONS

Installation de la Maison de la santé durable au 5455 De Gaspé à Montréal en août 2021 :

- un lieu de travail collaboratif, flexible et doté d'un accès universel ;
- les moyens de concilier le travail en présentiel et le télétravail et de faire évoluer cet équilibre en fonction de leurs besoins ;
- l'opportunité de réaliser des économies, de réduire l'insécurité financière et de bonifier les services dont elles profitent en partageant des ressources et des coûts afférents ;
- un milieu facilitant le transfert et le partage d'information en temps réel entre les organismes sur les enjeux, opportunités, actualités et savoirs liés à la santé durable ;
- une solution pour réduire l'empreinte carbone des travailleuses et travailleurs en minimisant les déplacements non nécessaires et en maximisant l'utilisation des espaces physiques et du matériel requis grâce au partage des équipements et des espaces de réunion, de détente et de repas ainsi que des postes de travail et bureaux fermés ;
- un attrait pour faciliter le recrutement d'une main d'œuvre compétente et engagée.

IMPACTS

- Diminution de plus de 70 % des dépenses de l'ASPQ en matière de location d'espaces de bureau ;
- Initiation de projets conjoints avec certains partenaires de la Maison de la santé durable ;
- Partage de ressources et potentielles ainsi qu'embauches conjointes.

Première Semaine de la santé durable

CONTEXTE

Chaque année, le 7 avril marque à la fois l'anniversaire de la création de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la Journée mondiale de la santé. Afin d'inscrire cette journée dans un mouvement global de développement durable partout au Québec, l'ASPQ a lancé en 2021 la première édition de la Semaine de la santé durable, qui s'est déroulée du 5 au 11 avril et a eu pour thème « On a beaucoup parlé de maladie... Parlons de santé! ».

OBJECTIFS

- Sensibiliser l'ensemble des Québécois.es à l'importance et à l'urgence de miser individuellement et collectivement sur la santé par des milieux de vie et des gestes favorables au mieux-être des gens et de la planète.
- Mobiliser autour du concept de la santé durable.

PARTENAIRES

12 personnalités participant à 7 entrevues virtuelles :

- Kalula Kalambay
- Jean-Pierre Després et Pierre Lavoie
- Laure Waridel et Dr François Reeves
- Sylvie Bernier et Dre Julie St-Pierre
- Renée Ouimet et Geneviève Fecteau
- Dr Martin Juneau et Dr Louis Bherer
- Sonia Robertson

Témoignages vidéo ou écrit de récipiendaires de prix Distinction santé durable

- Astrid Brousselle
- Fannie Dagenais
- Sourire Mobile
- Robert Pampalon
- Suzanne Roy
- Yanick Villedieu



Tirage de prix de participation offerts par :

- Le nutritionniste urbain
- Laure Waridel
- Dre Julie St-Pierre

RÉALISATIONS

- 7 entrevues vidéo abordant la santé durable sous différents angles
- 6 témoignages de récipiendaires de prix de l'ASPQ (5 vidéos et 1 texte)
- 1 sondage citoyen sur la santé durable
- 7 vignettes et une affichette illustrant 7 raisons de miser sur la santé durable
- **1 nouvelle page Web**
- 1 collaboration avec l'Alliance Ariane

IMPACTS

- Amorce d'un rendez-vous annuel fédérateur célébrant la santé durable et favorisant le dialogue intersectoriel sur la santé.
- Plus de 750 visionnements des entrevues, près de 6100 personnes touchées par les raisons de miser sur la santé durable via Facebook et Twitter ; 527 visiteurs de la page de la Semaine de Santé durable pendant l'événement virtuel.
- Renforcement des partenariats avec des leaders québécois de la prévention et partage d'argumentaires.

Les groupes d'actions reliés à la santé durable

CONTEXTE

Tout au long de l'année 2020-2021, l'ASPQ a créé ou s'est jointe à plusieurs initiatives permettant de faire avancer la question de la santé durable et de la prévention sur une multitude de plateformes. En effet, dans un monde où les communications sont clés et où le temps de chacun.e est précieux, fédérer les voix et compléter les expertises sont des assises nécessaires pour un impact optimal.

OBJECTIFS

- Créer conjointement des outils permettant de sensibiliser les décideur.e.s ou le grand public.
- Parler d'une même voix afin d'obtenir un changement profond et durable.

PARTENAIRES

Les partenaires diffèrent selon les regroupements. En voici un aperçu :

Table ronde Accès aux données

- Collaboration pour un webinaire :
 - Alain Vanasse, directeur scientifique de l'Unité de soutien SRAP du Québec
 - Sylvain Bédard, patient coordonnateur au Centre d'excellence sur le partenariat avec les patients et le public
 - Philippe Després, Co-responsable de l'axe Santé durable, OBVIA
 - Richard Lessard, directeur de santé publique par intérim du CISSS de Lanaudière et professeur agrégé de clinique de l'École de santé publique de l'Université de Montréal (ESPUM)
 - Roxane Borgès Da Silva, professeure agrégée de l'ESPUM, fellow chez CIRANO et chercheuse et responsable de l'axe Systèmes de soins et de santé publique du CRESP.
- 70 signataires du mémoire de l'ASPQ

Table ronde Santé Publique 3.0

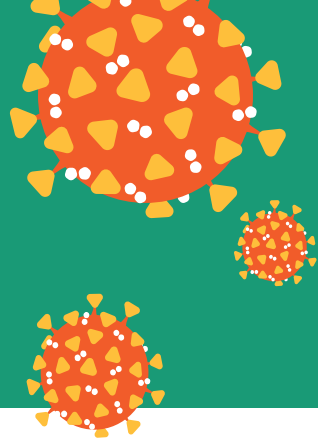
- Jean Rochon, professeur émérite à Université Laval
- Pierre Fournier, doyen de l'École de santé publique de l'Université de Montréal
- Jean Louis Denis, CRC Design et adaptation des systèmes de santé École de santé publique, Université de Montréal
- Lise Gauvin, École de santé publique, Université de Montréal
- Ak'ingabe Guyon, École de santé publique, Université de Montréal
- Amélie Quesnel Vallée, CRC Politiques et inégalités de santé, Université McGill
- David Martin Millot, Faculté de médecine, Université de Sherbrooke
- Réal Morin, CHU de Québec, Université Laval
- Louise Potvin, CRC Approches communautaires et inégalités de santé, École de santé publique, Université de Montréal

RÉALISATIONS

- [Mémoire sur l'accès aux données](#)
- [Webinaire sur l'accès aux données](#)
- Sondage populationnel sur le partage des données de la RAMQ
- Lettre ouverte *Pour une santé publique forte*
- Proposition de deux projets FRQ pour la santé durable sur l'état de santé de la population et la mise en place d'un indicateur de la santé durable de la population
- Publication dans la Revue canadienne de santé publique
- Présentation au MSSS de constats concernant l'acceptabilité sociale et les données
- Contribution à l'étude de Cirano sur [l'évolution de la part des dépenses en santé publique dans le budget du ministère de la Santé et des Services Sociaux entre 2004 et 2019](#)

IMPACTS

- Documentation et partage des connaissances sur les défis et besoins des chercheur.e.s en matière d'accès aux données.
- Contribution aux réflexions concernant la Loi 64 adoptée cette année, *Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels*.
- Contribution aux réflexions concernant l'avenir de la santé publique, sa gouvernance, son financement et sa capacité à collecter les données pertinentes pour des prises de décisions éclairées.



L'impact de la pandémie sur les femmes au Québec

CONTEXTE

En mars 2020, un rapport de l'Observatoire québécois des inégalités (OQI), réalisé en partenariat avec l'ASPQ, Mission inclusion et Oxfam Québec, a mis en relief la plus grande vulnérabilité des femmes face à la crise de la COVID-19 ainsi que l'augmentation d'inégalités existantes entre les sexes, notamment en matière d'emploi et de conciliation famille-travail-étude.

La pandémie et les mesures sanitaires s'intensifiant et entraînant de graves conséquences sur la santé et la qualité de vie des femmes, l'ASPQ a poursuivi son partenariat avec l'OQI afin de mettre davantage en lumière la situation particulière des femmes dans le contexte de crise sanitaire et de dégager, avec ses partenaires, des pistes concrètes de solution susceptibles d'atténuer les effets.



OBJECTIFS

- Surveiller l'impact de la pandémie sur la santé à long terme des Québécoises et sur les inégalités sociales.
- Sensibiliser à l'importance de la prévention et de la promotion de la santé pour toutes et tous.

PARTENAIRES

- Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPÉ)
- Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec
- Fondation Olo
- Forum économique international des Noirs (FEIN)
- Le Projet Prospérité
- Observatoire des tout-petits, Fondation Lucie et André Chagnon
- Observatoire québécois des inégalités (OQI)
- Ordre des sages-femmes du Québec
- Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ)
- Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
- Réseau des lesbiennes du Québec
- Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (RQASF)
- Université du Québec à Chicoutimi, Chaire de recherche Événements traumatiques, santé mentale et résilience
- Y des femmes de Montréal

RÉALISATIONS

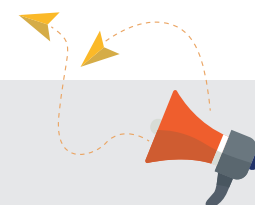
- Avec la collaboration de plus de 1500 Québécoises et de 24 organismes, réalisation d'un état de situation conjoint avec l'OQI sur l'impact de la Covid-19 sur la santé et la qualité de vie des femmes au Québec.

IMPACT

- Accès à une source de données locales, récentes et communes pour soutenir les réflexions et les interventions des organismes, des chercheur.e.s et des décideur.e.s visant à lutter contre les inégalités.

DANS LES MÉDIAS

- Plus de **275 mentions** dans les médias.
- Portée potentielle de la couverture médiatique : **+ 75 M de personnes touchées.**



L'impact de la pandémie sur les immigrant.e.s au Québec

CONTEXTE

Dans la foulée du partenariat avec l'Observatoire québécois des inégalités, nous avons voulu porter notre attention sur les personnes immigrantes au cours des dernières années au Québec puisqu'elles cumulent divers facteurs de vulnérabilité pouvant affecter leur santé et leur qualité de vie en période de crise sanitaire. À la suite de la documentation des impacts, avec la collaboration de l'OQI et d'autres partenaires, des pistes concrètes de solution ont été suggérées pour mitiger les conséquences néfastes que les personnes immigrantes subissent.

OBJECTIFS

- Surveiller l'impact de la pandémie sur la santé à long terme des Québécois.es et sur les inégalités sociales.
- Sensibiliser à l'importance de la prévention et de la promotion de la santé pour toutes et tous.

PARTENAIRES

- ACCÉSSS
- CISSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
- CITIM
- Forum économique international des Noirs (FEIN)
- La Maison Bleue
- Observatoire québécois des inégalités (OQI)
- Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)



RÉALISATIONS

- Production d'un état de situation conjoint avec l'OQI sur l'impact de la COVID-19 sur la santé et la qualité de vie des personnes immigrantes ainsi que d'un document de faits saillants.

IMPACTS

- Disponibilité d'une source de données locales pour soutenir les réflexions et les interventions des partenaires et des décideur.e.s visant à mitiger les effets indésirables de la crise sanitaire sur les personnes ayant immigré récemment.
- Le rapport et ses faits saillants ont été déposés, mais leur diffusion est à venir.

Le retour de l'ASPQ en périnatalité

CONTEXTE

L'ASPQ a longtemps été parmi les chefs de file de la périnatalité au Québec, de 1980 à 2015, avec plusieurs réalisations à son actif. Ayant eu l'opportunité de se replonger dans ce milieu à travers le projet *TSAF : en parler pour mieux agir*, l'ASPQ a la ferme intention de redéployer des projets en périnatalité et de soutenir ce secteur en symbiose avec les besoins actuels et futurs des partenaires et des citoyen.ne.s.

OBJECTIFS

- Restructurer la priorité périnatalité en fonction des défis de notre temps.
- Consolider nos liens avec l'ensemble des partenaires sur le terrain.
- Produire ou mettre à jour des outils destinés aux parents et aux pouvoirs publics.

PARTENAIRES

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Coopère Rosemont • Dispensaire diététique de Montréal • Fondation alphabétisation • Fondation Olo • Institut national de santé publique du Québec • L'envol • MAM • Mieux-naître à Laval • Ministère de la Santé et des Services sociaux | <ul style="list-style-type: none"> • Mouvement allaitement Québec • Naître et grandir • Nourri-source • Observatoire des inégalités • Parsem • Réseau des centres de ressources périnatales du Québec • Ressources-naissances • Rond-Point |
|--|--|

RÉALISATIONS

- Mise à jour et distribution du dépliant *Droits des femmes, grossesse et accouchement*.
- Production de quatre capsules vidéo périnatales en 5 langues et sur 4 thématiques : le sommeil, l'allaitement, la sécurité et les pleurs. Ces capsules ont été créées pour mettre en valeur des messages de parents à parents, dans l'optique du déploiement de la périnatalité sociale au Québec. Elles seront diffusées à l'automne.
- Rencontres de réflexions avec différents acteurs qui ont collaboré avec l'ASPQ en périnatalité dans ce domaine afin de mieux cerner les besoins actuels, tout en replaçant les jalons historiques des actions de l'ASPQ dans ce domaine.
- Réflexions sur un projet de concertation périnatale à l'ère de la COVID-19 afin de répondre au besoin pressant de rassembler les différents acteurs et d'établir un plan d'action commun et partagé.
- Réponse à la demande de différentes organisations du réseau de la santé et des services sociaux (CLSC, centre de ressources périnatales, etc.), pour qu'elles puissent recevoir le dépliant *Droits des femmes, grossesse et accouchement* (plus de 500 copies dans les derniers mois).

IMPACTS

- La pandémie a affecté plusieurs futurs parents, dont l'accompagnement des futures mamans en suivi de grossesse et lors de leur accouchement. Grâce aux outils de l'ASPQ, des futures mamans et papas sont davantage informés sur les droits des femmes durant leur grossesse et leur accouchement.
- Des milliers de parents du Québec pourront découvrir les messages des familles filmées dans les capsules périnatales et mieux connaître les ressources pouvant les soutenir dans les défis de la parentalité.



L'avancée des connaissances en matière de Trouble du spectre de l'alcoolisation fœtale

CONTEXTE

Boire de l'alcool pendant la grossesse est toxique pour le fœtus et les conséquences qui peuvent en résulter sont imprévisibles et permanentes. Des difficultés légères jusqu'à un handicap important chez l'enfant peuvent en découler : c'est ce que l'on nomme les troubles du spectre de l'alcoolisation fœtale (TSAF).

Bien qu'on ne sache pas précisément combien de personnes sont atteintes de TSAF au Québec, on sait que la consommation d'alcool pendant la grossesse est la principale cause évitable d'anomalies congénitales, de troubles de développement et de déficience intellectuelle. Des enquêtes menées de 2005 à 2008 indiquaient qu'entre 17 % et 36 % des Québécoises auraient consommé de l'alcool alors qu'elles étaient enceintes. Des statistiques gouvernementales plus récentes se font attendre, mais tout indique que ce problème persiste. Voilà pourquoi l'ASPQ a établi comme priorité de développer une recherche-action répartie sur quatre années afin de sensibiliser et informer sur la consommation d'alcool, la grossesse et le TSAF au Québec.

OBJECTIFS

- Développer et partager des connaissances sur le TSAF.
- Créer et diffuser une campagne de sensibilisation sur la non-consommation d'alcool durant la grossesse et le TSAF.
- Conseiller les professionnel.le.s et les décideur.euse.s sur les pratiques de prévention à mettre en place.



PARTENAIRES

- Agence de la santé publique du Canada
- Alternative naissance
- Association des pédiatres du Québec
- Association des obstétriciens et gynécologues du Québec
- Association des omnipraticiens en périnatalité du Québec
- Association des spécialistes en médecine préventive du Québec
- Association québécoise des accompagnantes à la naissance
- Association québécoise des centres d'intervention en dépendance
- Centre hospitalier universitaire Saint-Justine, ABCdaire
- Centres de services scolaires (17 centres joints)
- CLSC de Matane
- Collège Champlain, campus de Lennoxville
- Dispensaire diététique
- Fédération des Centres de services scolaires du Québec
- Fédération des comités de parents du Québec
- Fédération des établissements privés du Québec
- Fédération des médecins omnipraticiens du Québec
- Fédération des médecins spécialistes du Québec
- Fédération des organismes communautaires familles du Québec
- Fondation Olo
- Naître et grandir
- Observatoire des tout-petits
- Ordre des infirmiers et infirmières du Québec
- Ordre des psychoéducateurs et éducatrices du Québec

- Ordre des sages-femmes du Québec
- Ordre des travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux du Québec
- Ordre professionnel des diététistes du Québec
- Regroupement des maisons des jeunes du Québec (plateforme privée pour les intervenants)
- Regroupement des auberges du cœur
- Regroupement Les sages-femmes du Québec
- Réseau des Centres de ressources périnatales du Québec
- Rond-Point
- SaFera
- Société canadienne de pédiatrie

Comités d'expert.e.s et de campagne rassemblés depuis janvier 2021

- Catherine Arpin, SF, Chargée d'affaires professionnelles, Ordre des sages-femmes du Québec
- Nicholas Chadi, MD MPH, Pédiatre spécialisé en médecine de l'adolescence et toxicomanie, Professeur adjoint de clinique, Département de pédiatrie, CHU Sainte-Justine, Université de Montréal
- Claire David, Ph. D., Consultante en évaluation de projets
- Jean-Sébastien Fallu, Ph. D., Professeur agrégé, École de psychoéducation, Université de Montréal
- Nathalie Girouard, Ph. D., psychologue, Conseillère à la qualité et au développement de la pratique, Ordre des psychologues du Québec jusqu'en juin 2021 | Remplacée par Marie-Ève Rouleau, Ph.D., psychologue, Conseillère à la qualité et au développement de la pratique, Ordre des psychologues du Québec.

- Cinthia Lacharité, Conseillère en prévention au regard de l'usage des substances psychoactives, Direction du développement, de l'adaptation et de l'intégration sociale, Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec jusqu'en août 2021 | Remplacée par Emmanuelle Bernard, M.A.Sc. Conseillère, Direction québécoise de la légalisation du cannabis, Direction générale de la santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.
- Joëlle Leblond-Tremblay, Gestionnaire principale, Upperkut jusqu'en juin 2021 | Remplacée par Catherine Aumais, Directrice de compte, Upperkut
- France Paradis, M.D. M.Sc., Médecin-conseil, Clinicienne-chercheuse au CRUJeF, Équipe Promotion de la santé et prévention, Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale
- Claude Giroux, BPharm MA, service de la recherche, Société de l'assurance automobile du Québec
- Renée Ouimet, Directrice générale, Mouvement Santé mentale Québec
- Isabelle Risler, Coordonnatrice, Rond Point, Centre périnatal en toxicomanie
- Annie Rivest, Présidente, Safera

Comité d'évaluation

- Claire David, Ph. D., Consultante en évaluation de projets
- Corinne Voyer, Directrice, Coalition québécoise sur la problématique du poids.

RÉALISATIONS

- Poursuite de la collecte de données sur l'alcool, la grossesse et le TSAF par des groupes de discussion, une étude jeunesse de la firme Léger et des entretiens approfondis à l'automne 2020.
- Développement d'une page **priorité TSAF** sur le site Web de l'ASPQ regroupant les informations importantes et les différents documents créés au fil des mois.
- Création et validation des messages de la campagne à partir des données recueillies et des meilleures pratiques pour communiquer ce type d'informations délicates.
- Lancement des trois vidéos et des affiches de la campagne de sensibilisation *Pendant la grossesse, on boit sans alcool* le 12 avril 2021 et diffusion à travers la télévision, la web-télé et les réseaux sociaux.
- Adaptation et traduction en anglais de la campagne et présentation au réseau pancanadien CanFASD.
- En collaboration avec différents partenaires des milieux de la santé, des services sociaux et de l'éducation, production de différents outils d'information et de sensibilisation complémentaire à la campagne dont :
 - ❑ Le Bulletin TSAF : en parler pour mieux agir, 1^{re} édition;
 - ❑ État des connaissances sur le Trouble du spectre de l'alcoolisation fœtale;
 - ❑ Pratiques gagnantes pour sensibiliser aux risques liés à l'exposition prénatale à l'alcool;
 - ❑ Rapport Entretiens individuels sur la prévention de la consommation d'alcool durant la grossesse et le TSAF;
 - ❑ Infographie de sensibilisation sur le TSAF destinée aux professionnel.le.s de la santé et des services sociaux ;
 - ❑ Cartographie de la consommation excessive d'alcool chez les adolescentes de 12 à 17 ans et les femmes de 18 à 44 ans au Québec;
 - ❑ État des lieux de la formation sur l'exposition prénatale à l'alcool et sur le TSAF.
- Présentation lors d'un webinaire sur le TSAF, organisé en collaboration avec la Fédération des médecins spécialistes du Québec. Plus de 650 médecins spécialistes y ont participé et son enregistrement a été partagé à la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec pour que ses membres puissent aussi y avoir accès.

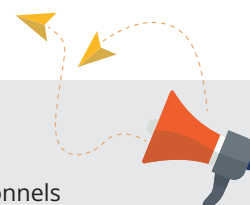
- Présentation du TSAF et de la campagne *Pendant la grossesse, on boit sans alcool* dans le **magazine Le médecin du Québec**, de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.
- Multiples activités de diffusion de la campagne et des divers outils tout au long de l'année.
- Participation à plusieurs présentations sur le TSAF dans le réseau de la santé et de l'éducation.

IMPACTS

- Intégration de l'infographie de sensibilisation au TSAF, à la plateforme de formation continue ABCdaire du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine, rubrique outils pour professionnels. Aucun outil de sensibilisation au TSAF n'existait auparavant sur cette plateforme donnant ainsi accès à du nouveau contenu.
- L'appréciation et la notoriété de la campagne *Pendant la grossesse, on boit sans alcool* ont été mesurées après la fin de la 1^{re} vague de diffusion, en juin 2021. Selon le sondage ASPQ-Léger 2021 (N= 850 femmes québécoises de 14 ans à 39 ans) :
 - ❑ Les femmes qui ont vu la campagne l'ont grandement appréciée (note d'appréciation de 8/10, supérieure à la moyenne des campagnes);
 - ❑ 77 % des femmes exposées se souviennent très bien du message et ont une compréhension juste du message;
 - ❑ 84 % des femmes veulent voir plus de campagnes sur ce sujet;
 - ❑ 71 % des répondantes ont dit ressentir des émotions positives, dont notamment le sentiment d'être touchée, l'empathie, l'intérêt, le besoin d'agir et la curiosité.

DANS LES MÉDIAS

- Plus de **17 mentions** dans les médias traditionnels et réseaux sociaux dont :
 - ❑ Journal de Montréal, **Alcool durant la grossesse, un sujet encore tabou pour les spécialistes de la santé**, 9 septembre 2020
 - ❑ Catherine Brunet, comédienne, **145 000 abonnés** Instagram, 26 avril 2021
- Portée potentielle de la couverture médiatique : **14,5 M**



PRIORITÉ ALCOOL, CANNABIS ET AUTRES SUBSTANCES

La norme sociale et l'alcool au Québec



CONTEXTE

La norme sociale actuelle fait en sorte qu'on ne s'étonne plus que l'alcool soit omniprésent dans l'espace public et ouvertement mis en valeur dans différents médias. Pourtant, plusieurs études ont démontré l'ampleur des coûts sociaux et des risques associés à la consommation d'alcool, surtout chez certains groupes plus vulnérables. Selon l'OMS, elle est associée à au moins 200 problèmes sociaux et de santé. En 2018, une publication dans *The Lancet* concluait aussi que la consommation d'alcool avait un impact négatif sur la durée de vie en bonne santé, et ce, quelle que soit la quantité consommée. Enfin, les coûts qui y sont liés représentaient plus de 14,6 milliards de dollars au Canada en 2014.

Par conséquent, il est nécessaire de poursuivre et d'intensifier les efforts de prévention et d'information afin que soient favorisées des politiques publiques de réduire les méfaits liés à la consommation d'alcool.

OBJECTIFS

- Sensibiliser les Québécois.es à l'omniprésence des publicités d'alcool et à ses risques.
- Appuyer le retrait des publicités d'alcool sur la place publique.
- Imposer un prix minimum sur tous les produits alcoolisés et abaisser la limite permise d'alcool dans le sang à 0,05 mg pour 100 ml.
- Surveiller les pratiques publicitaires et promotionnelles de l'industrie qui contreviennent aux réglementations.

PARTENAIRES

- Treize organismes et experts ont confirmé leur intérêt à joindre une concertation sur les actions et les politiques de prévention en matière d'alcool et autres substances qui serait mise en place par l'ASPQ.

RÉALISATIONS

- Production du *Portrait du marketing de l'alcool au Québec – Des stratégies pour tous les goûts* recensant et étudiant plus de 100 promotions et publicités d'alcool afin d'émettre des recommandations visant à contrebalancer les impacts de cette commercialisation intensive ;
- 1 sondage auprès de 1 001 Québécois.es de 18 ans et plus sur la consommation d'alcool et les politiques publiques y étant liées ;
- Activités de diffusion et de partage de connaissances du portrait auprès de différents ministères, organismes et professionnels, dont quatre présentations virtuelles des résultats et conclusions ;
- 1 mémoire sur un projet de règlement québécois touchant l'accessibilité de l'alcool (octobre 2020) ;
- Partage d'expertise dans le cadre d'un projet de mémoire de maîtrise sur les boissons sucrées alcoolisées publié en décembre 2020.

IMPACT

- Illustration concrète de l'ampleur du marketing de l'alcool dans le quotidien des Québécois.es contribuant à la prise de conscience collective de l'exposition inévitable et non-sollicitée à la promotion de l'alcool, et ce, en particulier pour les publics vulnérables comme les jeunes, les personnes en situation de dépendance et les femmes enceintes.

DANS LES MÉDIAS

- **Plus de 90 mentions** dans les médias traditionnels et réseaux sociaux.
- Portée potentielle de la couverture médiatique :
+ **25,8 M de personnes touchées.**





La perception du cannabis au Québec et sa consommation depuis la légalisation

CONTEXTE

Trois ans après la légalisation du cannabis, l'ASPQ constate l'exposition des citoyen.ne.s à une diversité de messages sur le cannabis qui ne sont pas toujours compatibles. Si la Société québécoise du cannabis (SQDC) et les directions de santé publique tendent à normaliser et coordonner leurs messages, ce n'est pas forcément le cas d'autres actrices et acteurs tels que les commerces vendant des accessoires liés au cannabis, les entreprises de production, les médias, les influenceurs sur les médias sociaux, professionnel.le.s de la santé ou de la recherche et les intervenant.e.s en dépendance, entre autres. Afin de mieux cerner la perspective des divers types de consommateurs de cannabis ainsi que leurs besoins en matière de prévention et d'usage de cannabis à moindre risque, l'ASPQ a documenté l'étendue, la compréhension et la portée de ces messages.

OBJECTIFS

- Sensibiliser les utilisateur.trice.s de cannabis à une consommation à moindre risque et contribuer à prévenir l'initiation au cannabis, surtout chez les jeunes.
- Surveiller les pratiques publicitaires et promotionnelles de l'industrie du cannabis contrevenant aux réglementations.
- Conseiller les décideur.euse.s, professionnel.le.s et intervenant.e.s quant à la perspective des utilisatrices et utilisateurs actuel.le.s ou potentiel.le.s de cannabis.

PARTENAIRES

Comité d'expert.e.s

- Line Beauchesne, Ph. D., Professeure titulaire, Département de criminologie, Université d'Ottawa, Professeure associée, Département de santé communautaire, programme toxicomanie, Université de Sherbrooke
- Claude Giroux, BPharm MA, service de la recherche, Société de l'assurance automobile du Québec
- Christophe Huynh, Ph.D., Chercheur d'établissement, Institut universitaire sur les dépendances, Professeur associé, Département de psychiatrie et d'addictologie, Faculté de médecine, Université de Montréal, Professeur associé, École de psychoéducation, Faculté des arts et sciences, Université de Montréal
- Audrey-Ann Lecours, Superviseure clinique et responsable du programme de prévention en milieu scolaire, ACTION Toxicomanie
- Marie-Eve Levasseur, Coordinatrice, Équipe scientifique sur le cannabis, Institut national de santé publique du Québec
- David-Martin Milot, MD CM, MSc, FRCPC, Médecin spécialiste en santé publique et médecine préventive, Secteur promotion-prévention, Direction de santé publique du CISSS de la Montérégie-Centre et chercheur régulier à l'Institut universitaire sur les dépendances
- Marie-Claude Sauvé, Directrice, Cumulus

RÉALISATIONS

- Production d'un rapport sur la perspective des Québécois.es qui consomment ou non du cannabis sur les messages reçus en lien avec celui-ci depuis sa légalisation grâce à :
 - ❑ Un sondage auprès de 2001 adultes québécois de 18 ans et plus (1000 consommateurs de cannabis & 1001 non-consommateurs);
 - ❑ Deux groupes de discussion avec des consommatrices et consommateurs occasionnel.le.s de cannabis de 21 à 29 ans et de 55 ans et plus ainsi qu'un groupe de 18 à 29 ans qui n'en prennent pas, mais n'excluent pas de consommer un produit de cannabis un jour (22 personnes au total);
 - ❑ Sept entrevues individuelles semi-dirigées auprès de consommatrices et consommateurs réguliers de 21 à 29 ans;
 - ❑ Revue et analyse médiatiques, incluant des réseaux sociaux;
 - ❑ Portrait des principales pratiques commerciales de l'industrie du cannabis observées au Québec;
 - ❑ Visites de 10 commerces d'accessoires pour fumeur.se.s.
- Création et diffusion d'un résumé du rapport et de quatre fiches de faits saillants touchant les jeunes et le cannabis; les aîné.e.s et le cannabis; les commerces d'accessoires et les consommatrices et consommateurs potentiel.le.s.

IMPACTS

- Partage des connaissances dans le cadre, d'une consultation de Santé Canada sur le *Règlement sur le cannabis* dans un mémoire, intitulé *Recherche sur le cannabis et autres dispositions réglementaires* (janvier 2021).
- Les liens créés avec l'Institut universitaire sur les dépendances (IUD) permettent désormais la réalisation d'analyses complémentaires du sondage réalisé.
- Le rapport, incluant l'ensemble des résultats ainsi que nos 17 recommandations, est complété et déposé, mais sa diffusion est prévue en octobre, de même qu'un retour sur les résultats auprès des commerces visités.



Les flous légaux en matière d'encadrement du cannabis



CONTEXTE

Même si le cannabis à des fins médicales et celui consommé pour fins personnelles ou récréatives ont des encadrements distincts, ces marchés théoriquement parallèles s'influencent de différentes manières.

D'une part, près de la moitié des consommateurs (6,3 %) de cannabis au Canada naviguent entre les deux encadrements en s'approvisionnant dans les différents marchés ou en s'automédicamentant via le secteur récréatif. Les pratiques promotionnelles permises de l'industrie du cannabis dit thérapeutique, mais interdites à des fins récréatives, peuvent ainsi les influencer. De plus, le marché thérapeutique peut susciter l'intérêt de certaines personnes qui se sentent contraintes par l'encadrement du marché régulier et y voient plus de permissions (ex. : âge de consommation, culture à domicile, etc.).

D'autre part, plusieurs entreprises de cannabis œuvrent également dans les deux marchés. Il peut alors être invitant pour elles d'utiliser les zones grises entre les lois et règlements pour promouvoir leurs produits.

Puisque la coexistence non-hermétique de ces modèles engendre une confusion entre les droits et obligations des différents consommateurs et consommateurs de cannabis et peut constituer une zone d'influence sur la consommation, une analyse combinant les encadrements s'avérerait nécessaire afin d'émettre des recommandations visant à les harmoniser davantage.

OBJECTIFS

- Sensibiliser les utilisateurs de cannabis à une consommation à moindre risque et contribuer à prévenir l'initiation au cannabis, surtout chez les jeunes.
- Surveiller les pratiques publicitaires et promotionnelles de l'industrie du cannabis contrevenant aux réglementations.
- Conseiller les décideurs, professionnels et intervenants quant à la perspective des utilisateurs actuels ou potentiels de cannabis.

RÉALISATIONS

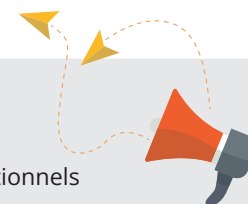
- Réalisation d'un état de la situation documentant :
 - la promotion et la publicité du cannabis à des fins médicales au Québec depuis la légalisation du cannabis aux autres fins au Canada, le 17 octobre 2018;
 - les flous juridiques et l'adhérence aux règles promotionnelles de la part des membres de l'industrie du cannabis titulaires de licences de vente à des fins médicales;
 - les stratégies promotionnelles employées dans un contexte où les deux encadrements législatifs doivent cohabiter, s'adapter et se compléter.
- Activités de diffusion des résultats et des recommandations, notamment cinq présentations virtuelles, auprès de différents partenaires communautaires et de la recherche ainsi que d'instances directement concernées par le cannabis comme la SQDC, le MSSS, l'INSPQ et le Comité de vigilance.

IMPACTS

- Le rapport déposé en décembre 2020 inclut quatre recommandations, dont le besoin de précisions législatives et d'encadrement du marché du chanvre et des commerces d'accessoires.
- Partage des connaissances dans le cadre d'une consultation de Santé Canada sur le *Règlement sur le cannabis* dans un mémoire intitulé *Recherche sur le cannabis et autres dispositions réglementaires* (janvier 2021).
- Réception d'une invitation à siéger sur un comité de l'INSPQ concernant la commercialisation du cannabis.

DANS LES MÉDIAS

- **Plus de 30 mentions** dans les médias traditionnels et sociaux.
- Portée potentielle de la couverture médiatique : **+ 23 M personnes touchées.**



PRIORITÉ PROBLÉMATIQUE DU POIDS



Les nombreux succès de la Coalition Poids

CONTEXTE

Depuis la caractérisation de l'obésité à titre d'enjeu de santé publique prioritaire par l'OMS et d'autres instances, plusieurs spécialistes, organismes et gouvernements déploient des interventions visant à la prévenir ou à la traiter. Au Québec, la prévalence de l'obésité a constamment augmenté durant les 30 dernières années. Selon les données disponibles, elle touche un Québécois sur cinq et une Québécoise sur six. L'obésité est une condition difficilement réversible. Devant une population où la majorité des adultes est en surpoids, il est impératif d'investir dans la prévention en permettant aux Québécois.es d'avoir accès à une saine alimentation et à un mode de vie physiquement actif.

Créée en 2006 et chapeautée par l'ASPQ depuis 2008, la Coalition québécoise sur la problématique du poids (Coalition Poids) a pour mandat de revendiquer des modifications législatives et réglementaires et des politiques publiques afin de favoriser la mise en place d'environnements facilitant les saines habitudes de vie, qui contribuent à prévenir les problèmes de poids et les maladies chroniques. Ainsi, la Coalition Poids mobilise des actrices et acteurs autour d'actions prioritaires de santé publique, afin de maximiser la portée des messages et stimuler la collaboration, la solidarité et l'engagement de différents partenaires.

Les bouleversements engendrés par la pandémie sont nombreux et les effets sur les habitudes de vies et de consommation de la population sont inquiétants. Les effets collatéraux de la pandémie sur la pratique d'activité physique, l'alimentation, la préoccupation à l'égard du poids et la grossophobie laissent présager des conséquences critiques sur la santé physique et mentale à long terme.

OBJECTIFS

La Coalition Poids mène de nombreuses activités visant à créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie. Annuellement et toujours dans le respect de sa [plateforme d'adhésion](#), l'équipe revoit ses priorités d'action.

Pour la période 2020-2021, les priorités suivantes se sont trouvées au cœur de ses actions :

- Réduire le pouvoir d'attraction des boissons sucrées et dénormaliser leur consommation ;
- Promouvoir des environnements favorables qui valorisent et soutiennent les saines habitudes de vie dans différents milieux ;
- Assurer un environnement alimentaire qui facilite les choix alimentaires sains et réduit l'accès aux aliments d'exception, notamment dans les établissements publics ;
- Dénoncer les mauvaises pratiques de marketing alimentaire et réduire l'exposition à la publicité destinée aux enfants.

PARTENAIRES

- La Coalition Poids est une voix de revendication bien établie au Québec. Aujourd'hui, elle compte sur l'appui de 693 partenaires, dont 137 organisations et 550 individus issus du monde municipal, scolaire, de la santé, de la recherche, de l'environnement, de la nutrition et de l'activité physique.
- La Coalition Poids communique régulièrement avec ses partenaires, pour maintenir leur engagement, les mobiliser et arrimer les actions.
- Elle concrétise ces partenariats en participant à de nombreux comités :
 - ❑ Soutien à la coordination et à l'animation de l'axe 1 de Montréal physiquement active (Table intersectorielle régionale en saines habitudes de vie de Montréal)
 - ❑ Membre du Groupe de travail sur la qualité nutritionnelle du Système alimentaire montréalais (Table intersectorielle régionale en saines habitudes de vie de Montréal)
 - ❑ Membre du comité de direction de la Coalition canadienne Arrêtons la pub destinée aux enfants (*Stop M2K Coalition*)
 - ❑ Partie prenante des séances de travail dirigées par Santé Canada
 - ❑ Coordination et animation d'un comité stratégique sur la taxation des boissons sucrées avec des partenaires clés comme Capsana, la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC et la Société canadienne du Cancer
 - ❑ Membre du comité scientifique des Journées annuelles de santé publique de l'Institut national de santé publique du Québec
 - ❑ Coordination et animation d'un comité scientifique pour l'organisation d'une Journée sur le marketing des boissons sucrées dans le cadre des Journées annuelles de santé publique 2021.
 - ❑ Membre du Collectif québécois pour une alimentation scolaire saine
 - ❑ Membre du comité École en santé de l'École de santé publique de Montréal
 - ❑ Participation à l'assemblée des partenaires du Système d'information scolaire
 - ❑ Coordination et animation du Groupe de travail sur les problématiques du poids
 - ❑ Membre du comité scientifique Pour Rallier
- La Coalition Poids est régulièrement sollicitée par des chercheurs à titre de collaboratrice et d'utilisatrice de connaissances dans le cadre de différents projets de recherche. Cette année, nous avons signifié notre appui aux projets suivants :
 - ❑ *Changer les règles du jeu : créer les conditions pour faire émerger le jeu libre extérieur dans les villes*, Katherine Frohlich de l'École de santé publique de l'Université de Montréal.
 - ❑ *Unhealthy food and beverage sponsorship of children's sports clubs in two policy environments*, Monique Potvin-Kent de l'Université d'Ottawa.
 - ❑ *Evaluating the Health Impact of Junk Food Advertising Viewed on Television and in Digital Media on Children Transitioning to Adolescence in Two Different Policy Environments*, Monique Potvin-Kent de l'Université d'Ottawa.
 - ❑ *Cibles d'intervention à prioriser visant à promouvoir la consommation d'eau chez les adolescents québécois*, Dominique Beaulieu de l'Université du Québec à Rimouski.
 - ❑ *An analysis of the food environment in Canada: INFORMAS Canada*, Lana Venderlee de l'École de nutrition de l'Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels.
 - ❑ *Les initiatives municipales sur l'aménagement urbain et la voirie lors de la pandémie de COVID-19*, Sophie Paquin de l'Université du Québec à Montréal.
 - ❑ *Effects of an home-based exercise program on the risk of contracting COVID-19 and the anxiety level of women: a randomized controlled trial*, Annie Aimé de l'Université du Québec en Outaouais.
 - ❑ *Incitatif économique pour l'achat de fruits et légumes frais et locaux. Évaluation de l'intervention Carte Proximité – Fermière et solidaire*, Geneviève Mercille de l'Université de Montréal.
 - ❑ *Quelles pratiques pédagogiques intégrant le numérique chez les enseignants d'éducation physique et à la santé peuvent favoriser, chez les élèves du secondaire, l'adoption d'un mode de vie sain et actif?*, Pascale Morin de l'Université de Sherbrooke.
 - ❑ *Vers une politique de taxation des boissons sucrées au Québec : une analyse de la mise à l'agenda*, Jacqueline Wassef de l'École de santé publique de l'Université de Montréal.

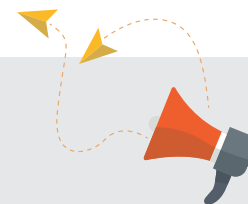
RÉALISATIONS

- Constamment à l'affût des nouvelles données scientifiques et expérientielles, entre autres des initiatives et politiques inspirantes, la Coalition Poids s'assure de maintenir ses connaissances et ses plaidoyers à jour et d'en faire part aux partenaires, professionnel.le.s et décideur.euse.s :
 - ❑ 18 communiqués de presse
 - ❑ 4 lettres ouvertes
 - ❑ 3 reportages
 - ❑ 3 conférences de presse
 - ❑ 2 publicités
 - ❑ 10 infolettres
 - ❑ 7 blogues avec le Magazine 100 degrés
- La Coalition Poids travaille auprès de différents publics cibles pour favoriser l'adoption de mesures et de politiques qui facilitent des choix sains et réduisent l'accès à ceux qui le sont moins. Elle soutient et outille les décideurs et décideuses dans l'adoption de politiques publiques et de mesures réglementaires. Elle est régulièrement sollicitée pour participer à des comités de travail, partager son expertise et transférer ses connaissances.
 - ❑ 3 publications dans des revues spécialisées
 - ❑ 19 infographies
 - ❑ 3 conférences
 - ❑ 1 nouvelle section Web pour la COVID-19
 - ❑ 1 campagne de sensibilisation
 - ❑ 13 groupes de travail
 - ❑ Plusieurs rencontres de partenaires
- En plus des mémoires déposés par la Coalition Poids dans le cadre de consultations publiques, des lettres et différentes communications sont envoyées aux élu.e.s :
 - ❑ 167 lettres aux décideur.euse.s municipaux, provinciaux et fédéraux :
 - ❑ 2 notes politiques
 - ❑ 7 mémoires
 - ❑ 8 consultations publiques
 - ❑ 4 sondages

- Finalement, la Coalition Poids assure une veille sur les stratégies de marketing et d'influence de la grande industrie agroalimentaire :
 - ❑ 2 plaintes contre des publicités destinées aux enfants
 - ❑ 1 portrait de la promotion des aliments québécois dans les circulaires d'épicerie

DANS LES MÉDIAS

- Plus de **335 mentions** dans les médias
- Le site Web de la Coalition Poids constitue une mine d'information pour le grand public, les décideurs ainsi que les professionnel.le.s de la santé.
 - ❑ **Plus de 10K visiteurs**
- Portée potentielle : **près de 124 M.**





Le retour en force du Groupe de travail provincial sur la problématique du poids

CONTEXTE

Depuis plus de 20 ans, l'ASPQ travaille activement sur les problématiques du poids. Dans les années 2000, elle a mis en place le Groupe de travail provincial sur la problématique du poids (GTPPP), un groupe multidisciplinaire constitué d'expert.e.s et de partenaires afin de développer une approche collective pour faire face aux problèmes reliés au poids et proposer des actions pour réduire leur prévalence et prévenir leur augmentation. De ce groupe ont émergé les documents *Les problèmes reliés au poids au Québec : un appel à la mobilisation* (2003) et *Les problèmes reliés au poids : un appel à l'action* (2005), donnant ainsi naissance à un réel mouvement social pour intervenir sur l'ensemble de la problématique du poids au Québec.

L'obésité est reconnue comme un facteur de risque de maladies chroniques. Or, au cours des dernières années, le fait de parler d'obésité dans les médias ou sur les réseaux sociaux est devenu de plus en plus controversé. Certain.e.s jugent

cela essentiel pour briser des tabous, éveiller les décideur.euse.s à l'urgence d'agir et montrer qu'il s'agit d'une problématique partagée par un grand nombre de Québécois.es et donc d'un problème plus collectif qu'individuel. Au contraire, certaines personnes considèrent qu'il est grossophobe de porter spécifiquement attention à l'enjeu de l'obésité ou craignent d'alimenter la préoccupation à l'égard du poids et le désir d'entreprendre des démarches d'amaigrissement, qui ne sont pas nécessairement saines.

De plus, deux visions cliniques de l'obésité s'entrechoquent : certain.e.s professionnel.le.s réclament la reconnaissance de l'obésité à titre de maladie pour faciliter l'accès au traitement alors que d'autres s'y opposent, considérant qu'il s'agit d'un facteur de risque parmi d'autres. Pour ces dernier.ère.s personnes, reconnaître l'obésité comme une maladie est à la fois grossophobe, stigmatisant et à risque de préjudices pour les personnes grosses, notamment en matière d'emploi ou d'assurabilité. Certain.e.s expriment aussi la possibilité d'être mince et à risque de maladie chronique ou alors obèse et en santé. Voyant que le débat se polarise, des professionnel.le.s évitent désormais d'aborder le sujet ou de soutenir des mesures de prévention visant à réduire l'obésité dans la population.

OBJECTIFS

- Consulter différents groupes d'intérêts pour assurer une compréhension collective des problématiques liées au poids (obésité, grossophobie, préoccupation excessive à l'égard du poids) et pour répondre à l'évolution des normes scientifiques et sociales.
- Unir les efforts vers une vision commune des problématiques liées au poids afin de favoriser l'émergence d'une meilleure cohésion des messages populationnels à leur sujet.
- Favoriser une synergie et un meilleur continuum du spectre d'intervention.

PARTENAIRES

- 45 actrices et acteurs ont participé au GTPPP. Plusieurs entretiens individuels ont été réalisés avec les participant.e.s en amont des séances de travail.
- L'ILOT, une coopérative de professionnelles, a accompagné l'équipe de la Coalition Poids dans l'organisation et l'animation des 5 séances du GTPPP.
- 185 kinésioles et 289 nutritionnistes ont répondu à un sondage sur les controverses autour du poids.

RÉALISATIONS

Plusieurs rencontres ont été orchestrées et des outils ont été constitués au fil des échanges :

- Organisation de séances exploratoires réalisées avec trois groupes distincts (clinique, recherche, prévention et promotion de la santé);
- Organisation d'une séance collaborative réunissant l'ensemble des participant.e.s et durant laquelle une version préliminaire des principes directeurs découlant de l'analyse des éléments consensuels partagés lors des séances exploratoires a été présentée;
- Organisation d'une séance collaborative précédée d'un sondage pour mesurer l'adhésion des participant.e.s aux principes directeurs;
- Création d'outils réalisés en amont du GTPPP afin de documenter l'état de la situation :
 - Portrait de la couverture médiatique de l'obésité en 2020;
 - Revue de la littérature sur l'obésité et la santé;
 - Revue de la littérature sur la grossophobie;
 - Sondages auprès des nutritionnistes, des kinésithérapeutes et de la population.
- À la fin du GTPPP, deux sondages ont été envoyés aux participant.e.s :
 - Sondage de satisfaction;
 - Sondage évaluant l'intérêt des participant.e.s à poursuivre les travaux.

IMPACTS

Le GTPPP a permis de réunir des acteurs et actrices clés autour d'une vision commune des problématiques du poids. Les participant.e.s se sont mis.es d'accord sur un ensemble de principes directeurs qui serviront à rédiger des messages populationnels consensuels. Cette vision commune a pris la forme du *Manifeste québécois pour des communications saines sur les problématiques reliées au poids*. D'autres documents ont été rédigés à la suite du GTPPP :

- Fiche sur la grossophobie;
- Rapport expliquant la démarche derrière le GTPPP, ainsi que ses retombées.

De plus, plusieurs professionnel.le.s et organismes ont bénéficié (de la part de l'équipe de la Coalition Poids) d'une présentation sur les travaux réalisés en préparation du GTPPP, ainsi que sur le déroulement et les retombées de ce groupe de travail :

- Équilibre
- Répondant.e.s en nutrition des directions de santé publique régionales
- Table québécoise sur la saine alimentation

Enfin, des échanges réguliers ont été faits avec l'équipe de promotion des saines habitudes de vie du ministère de la Santé et des Services sociaux.



Les produits, services et moyens amaigrissants, fléaux en recrudescence en période de pandémie

CONTEXTE

L'ASPQ compte sur une expérience de près de deux décennies sur l'usage des différents produits, services et moyens amaigrissants (PSMA). Elle informe et sensibilise la population sur les risques des PSMA pour la santé et fait la promotion d'une saine gestion du poids et d'un mode de vie sain, en plus de fournir des informations à jour aux professionnel.le.s de la santé.

Étant une référence dans le dossier des PSMA, son expertise est sollicitée et mise à profit dans le cadre de la participation à des comités, des entrevues médiatiques, des conférences et des publications. Avec les années, elle est devenue une ressource importante pour les professionnel.le.s de la santé et une référence incontournable pour les médias.

Inquiète de voir apparaître une préoccupation accrue à l'égard du poids et des mauvaises pratiques en matière de gestion de poids durant la période d'isolement imposée par la COVID-19 et dans les mois suivants, l'ASPQ est demeuré à l'affût de la situation et a réalisé différentes activités pour sensibiliser et informer la population sur la face cachée de l'industrie de l'amaigrissement.

OBJECTIFS

- Exercer une veille des produits, services et moyens amaigrissants, de leurs publicités et de la littérature scientifique.
- Dénoncer les mauvaises pratiques.
- Transférer les connaissances.
- Mobiliser différents publics pour réduire l'utilisation des PSMA et promouvoir une saine gestion du poids.



PARTENAIRES

- Santé Canada (Direction des produits de santé naturels et sans ordonnance)
 - Participation de l'ASPQ aux consultations publiques sur la réforme du *Règlement sur les produits de santé naturels et des révisions au guide d'étiquetage des PSN*
- Office de la protection du consommateur
- Ordre professionnel des diététistes du Québec
- Fédérations des kinésiologues du Québec

RÉALISATIONS

- Envoi d'une lettre sous forme d'avis soulevant un manquement au code déontologique de la part des infirmières et infirmiers qui distribuent des PSMA pour des compagnies de marketing de réseau à l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ).
- Dans l'optique de consolider un réseau de partenaires et de faire connaître les actions de l'ASPQ sur le dossier des PSMA, des rencontres ont été réalisées avec des actrices et acteurs d'influence, dont les nutritionnistes Cynthia Marcotte, Bernard Lavallée et Claudia Houle.
- Participation au comité consultatif d'Équilibre pour leur projet *Documenter les préoccupations des Québécois.e.s à l'égard du poids, de l'alimentation et de la pratique d'activités physiques en ce temps de pandémie*.
- L'expertise sur les PSMA est également mobilisée pour des projets universitaires :
 - Rencontre avec des étudiantes de la maîtrise en santé publique à l'École de santé publique de l'Université de Montréal dans le cadre de la réalisation d'une note politique sur les PSMA.
 - Accompagnement d'étudiants en pharmacies dans le cadre de leur cours de pharmacies communautaires.
 - Partage d'expertise avec des résidents en médecine dans le cadre d'un projet de santé publique.



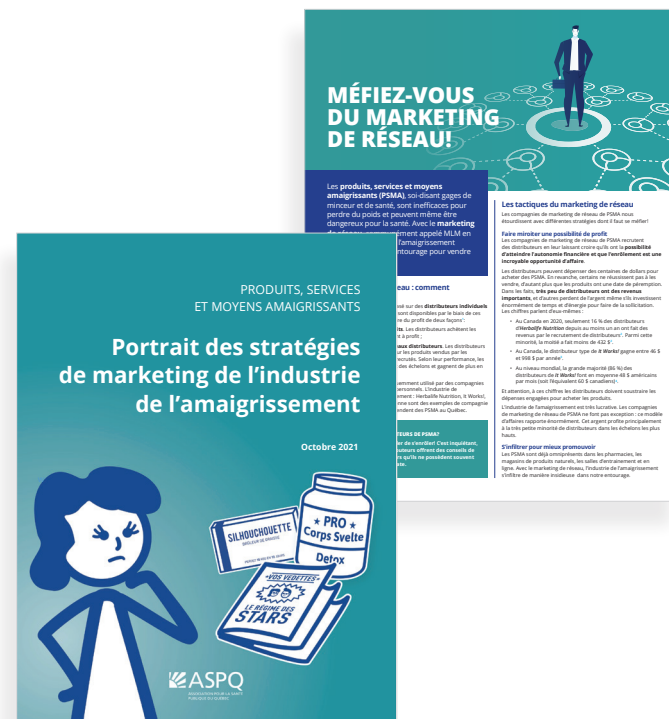
RÉALISATIONS (SUITE)

- Participation au transfert de connaissances :
 - Conférence donnée lors d'un webinaire destiné aux pharmaciens intitulée *La noirceur des produits minceur* organisé par des étudiants en pharmacie;
 - Animation d'atelier-conférence lors du congrès de la Fédération des comités de parents (présentation conjointe avec la Coalition Poids);
 - Présentation dans le cadre d'un cours de santé publique de 2^e cycle à la faculté de droit.
- Réalisation d'un sondage populationnel Léger dans le but d'avoir une meilleure compréhension de l'utilisation de PSMA et d'explorer les perceptions et croyances des utilisatrices. Le sondage Web a été réalisé auprès de 1601 Québécois.es, parmi lesquels se retrouvait 993 utilisatrices de PSMA dans la dernière année;
- Réalisation d'un plan de marketing social *Prévenir l'utilisation de produits, services et moyens amaigrissants* :
 - Objectifs de changements;
 - Analyse des publics cibles;
 - Analyse du contexte interne et externe;
 - Objectifs prioritaires;
 - Stratégies.
- Ajout d'une section pour porter plainte en ligne contre une publicité trompeuse de PSMA sur le site de la campagne *Méfiez-vous des apparences trompeuses!* apparencetrompeuses.ca/denoncer/;
- Production d'un rapport illustré sur les stratégies de marketing recensé par la vigie effectué en ligne;
- Production d'une fiche informative sur le marketing de réseau utilisé par les compagnies de PSMA;
- Création d'une nouvelle page (boîte à outils) sur le site Web de la campagne *Méfiez-vous des apparences trompeuses!* destinée aux pharmaciens;
- Création d'un tableau répertoriant les différents types de produits amaigrissants selon leur mécanisme d'action ainsi que leur ingrédient actif.

Ces outils sont disponibles pour téléchargement gratuitement sur apparencetrompeuses.ca

DANS LES MÉDIAS

- Article dans *Protégez-vous* paru le 17 juin 2021
- Article dans *Maman pour la vie* paru le 26 mai 2021
- Lettres ouvertes parues dans *le journal Métro* (1^{er} mars), *La Presse* (17 juillet) et à *CTV news* (en anglais le 18 juillet)
- Entrevues médiatiques pour TVA et La Presse
- Portée potentielle : **près de 29K**
- Publicité pleine page sur la campagne *Méfiez-vous des apparences trompeuses!* parue dans l'édition de juin 2021 de la revue Zoom destinée aux membres de l'Ordre professionnel des diététistes du Québec.



Une campagne *J'ai soif de santé!* en pleine expansion

CONTEXTE

Alors que la surconsommation de boissons sucrées contribue à de nombreuses problématiques de santé, l'ASPQ souhaite soutenir les Québécois.es afin qu'ils en limitent leur consommation et optent pour de l'eau, lorsqu'ils ressentent la soif. Bâtissant des milieux de vie où l'eau est la boisson la plus accessible et attrayante, cette campagne de marketing social propose des actions et des outils misant sur une combinaison d'environnements favorables à la consommation d'eau et d'acquisition d'aptitudes individuelles. Les décideur.euse.s et les adultes côtoyant les enfants sont ainsi invité.e.s à les inspirer, en modifiant leurs milieux de vie et en agissant comme modèles de saine hydratation.

OBJECTIF

- Faire une place de choix à l'eau dans l'hydratation quotidienne des Québécois.es.



PARTENAIRES

De nombreux partenaires sont impliqués dans la conception des messages et des actions, ainsi que dans leur mise en œuvre et diffusion, afin de promouvoir la consommation d'eau dans différents milieux :

- Association québécoise de la garde scolaire
- Fondation Tremplin Santé
- Fédération des éducateurs et éducatrices physiques enseignants du Québec
- Plateau Lanaudois Intersectoriel
- Fondation des maladies du cœur et de l'AVC — division Québec
- Les ateliers cinq épices
- Association québécoise des centres de la petite enfance
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère de l'Éducation
- Ministère de la Famille
- Directions régionales de santé publique
- Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador
- Centres de services scolaires
- Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine
- Groupe de Recherche et d'Éducation en Hygiène Dentaire
- Réseau d'action en santé cardiovasculaire
- Table québécoise sur la saine alimentation
- Table québécoise sur le mode de vie physiquement actif
- Tables intersectorielles régionales en saines habitudes de vie
- Groupe Entreprises en santé
- Capsana
- Espace Muni
- Association des camps du Québec
- Unités régionales de loisir et de sport
- Fédération des comités de parent du Québec
- Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau — Eau Secours!
- 100 degrés | M361
- Gala média

RÉALISATIONS

La campagne 2020-2021 en bref

- Cette année, *J'ai soif de santé!* a rejoint plus de 205 000 enfants, dans 659 écoles, 1 122 CPE et garderies ainsi que 392 camps d'été, répartis dans l'ensemble des régions du Québec.
- Plus de 5 000 éducatrices et éducateurs ont relevé le Défi Tchîn-tchîn avec plus de 130 000 élèves.
- Près de 50 000 tout-petits ont relevé le Défi Rigol'eau avec leurs éducatrices et éducateurs.
- Plus de 4 000 animatrices et animateurs ont fait participer plus de 25 000 jeunes au Défi Tchîn-tchîn dans mon camp.
- **Nouveauté 2021.** Lancé en juin 2021 à travers un webinaire, *J'ai soif de santé de santé* au travail propose plusieurs outils gratuits et clé en main pour bâtir des milieux de travail favorables à la saine hydratation.
- 30 municipalités adhèrent à *J'ai soif de santé dans ma municipalité*. Plusieurs autres municipalités nous ont contactées pour valoriser leur eau municipale.
- **Nouveauté 2021.** Sous la forme d'un projet-pilote, lors de la troisième semaine de mars, une version adaptée du Défi Tchîn-tchîn a permis de valoriser la consommation d'eau auprès des enfants hospitalisés du CHU Sainte-Justine.
- Parents, employé.e.s et autres citoyen.ne.s ont été invité.e.s par les milieux participants à se référer au soifdesante.ca/maison pour y découvrir diverses astuces et idées pour soutenir la saine hydratation au quotidien.
- La campagne propose des façons innovantes et sécuritaires pour valoriser la consommation d'eau et s'hydrater sainement dans le contexte de la COVID-19.



DANS LES MÉDIAS



- Plus de **20 mentions**.
- Portée potentielle **860 k**.
- Presse Canadienne, Le Défi Tchîn-tchîn 2021 : une activité gratuite, simple et amusante pour valoriser la consommation d'eau auprès des enfants du Québec, 1^{er} février 2021
- Néomedia, Des écoles et des garderies de la région relèveront le Défi Tchîn Tchîn. 2 février 2021
- Laurentides info, Défi Tchîn-tchîn 2021 : pour valoriser la consommation d'eau auprès des enfants, 7 février 2021
- Le Manic, Mieux s'hydrater avec le Défi Tchîn-Tchîn, 13 février 2021
- Journal Métro, Encourager la consommation d'eau, 16 février 2021
- CKVL FM, Entrevue radio – Campagne J'ai soif de santé et Défi Tchîn-tchîn, 23 février 2021
- Presse Canadienne, Plus de 130 000 élèves à travers le Québec trinquent à la saine hydratation!, 22 mars 2021
- Journal coopératif L'Oie blanche, Défi Tchîn-tchîn relevé par le MÉHA Les Noctambules de Saint-Pamphile, 25 avril 2021
- Presse canadienne, Défi Tchîn-tchîn dans mon camp : une semaine haute en festivités pour faire de l'eau la boisson préférée des jeunes, 4 juillet 2021
- Cogeco Média, Entrevue radio – Campagne J'ai soif de santé et Défi Tchîn-tchîn dans mon camp, 6 juillet 2021

Les milieux de vie sont de plus en plus engagés dans la promotion de saines habitudes d'hydratation !

Les boissons « énergisantes » et leur consommation par les jeunes

CONTEXTE

Depuis leur entrée sur le marché, les ventes annuelles des boissons « énergisantes » caféinées ne cessent de croître. Les boissons « énergisantes » contiennent de la caféine et d'autres ingrédients stimulants comme, la taurine, le guarana et le ginseng. Ces ingrédients contribuent à plusieurs problèmes de santé comme les troubles du sommeil, l'agitation, l'irritabilité et les maux de tête ainsi que des épisodes de tachycardie et de fibrillation lors de surdosage. Elles sont également riches en sucre, augmentant ainsi le risque d'obésité, de diabète de type 2, de certains cancers, de maladies cardiovasculaires, de carie et d'érosion dentaire.

Les boissons « énergisantes » bénéficient d'un marketing intense qui cible particulièrement les jeunes. Au Québec, près de quatre jeunes sur cinq ont déjà consommé des boissons énergisantes et plus de la moitié d'entre eux en consomment plusieurs fois par année. L'ASPQ et sa Coalition Poids mettent en place différentes actions afin de réduire le pouvoir d'attraction et dénormaliser la consommation de ces boissons.

OBJECTIFS

- Sensibiliser aux dangers liés à la surconsommation de boissons « énergisantes » et à l'importance de la consommation de l'eau du robinet.
- Mobiliser sur l'imposition d'une taxe sur les boissons sucrées et « énergisantes », réinvestie en prévention.
- Dénoncer les mauvaises pratiques de l'industrie des boissons « énergisantes ».
- Conseiller les politiques alimentaires, notamment pour réduire l'accès à ces boissons et mieux encadrer les pratiques de marketing.



RÉALISATIONS

- Rédaction d'une lettre ouverte en réaction au placement de boissons « énergisantes » diffusé lors de l'émission Occupation Double. La directrice de la Coalition Poids a réagi quant à la banalisation du produit et à son association avec le sport. [Lien entre boissons énergisantes et effort physique : irresponsable !](#) | 13 octobre 2020
- Réalisation d'un sondage sur la consommation de boissons « énergisantes » chez les Québécois.es âgés de 15 à 24 ans avec la firme Léger pour mieux connaître les attitudes, perceptions et habitudes de consommation de boissons « énergisantes » chez les jeunes. | Été 2021
- Réalisation d'un sondage auprès des adultes québécois visant à mesurer l'acceptabilité sociale des boissons « énergisantes » et des mesures de prévention à mettre en place. | Été 2021
- Rédaction d'un mémoire dans le cadre des consultations du gouvernement fédéral sur le *Projet de règlement concernant les aliments supplémentés* afin de mieux encadrer la mise en marché des boissons « énergisantes » et sucrées : [Pour un encadrement plus strict des boissons « énergisantes »](#) | Septembre 2021

IMPACTS

- Depuis plusieurs années, dans un souci de protection, bon nombre de pays et d'instances ont décidé d'intervenir, en limitant ou en cessant la vente de ces produits sur leurs territoires ou dans leurs installations. Devant les connaissances actuelles et les risques, le gouvernement canadien doit, lui aussi, agir pour mieux encadrer la mise en marché et le marketing des boissons « énergisantes » avec et sans caféine et des boissons sucrées.
- La réalisation des sondages a permis de générer de nouvelles connaissances pour mieux comprendre et intervenir sur la consommation de boissons énergisantes. 85 % des adultes québécois et 61 % des jeunes de 15 à 24 ans sont en faveur d'interdire la vente de boissons « énergisantes » caféinées aux moins de 18 ans.

RÉSULTATS FINANCIERS 2020-2021

BILAN	2020-2021	2019-2020
ACTIF	\$	\$
Actif à court terme		
Encaisse	357 337	417 957
Débiteurs et autres actifs à court terme	268 713	204 863
Dépôt de garantie	0	4 546
	626 050	627 366
Actif à long terme		
Placements réservés	25 211	25 174
Dépôt de garantie	6 769	0
Immobilisations corporelles et actif incorporel	2 593	11 306
	34 573	36 480
Total de l'actif	660 623	663 846
PASSIF		
Passif à court terme		
Créditeurs	215 106	108 495
Apports reportés	119 937	213 383
	335 043	321 878
Passif à long terme		
Dette à long terme	0	40 000
Total du passif	335 043	361 878
ACTIF NET		
Investis en immobilisations et actif incorporel	2 593	11 306
Affectés au fonds de prévoyance	25 211	25 174
Non affectés	297 776	265 488
	325 580	301 968
Total de l'actif net et du passif	660 623	623 846

ÉTATS DES RÉSULTATS	2020-2021	2019-2020
Produits		
Subventions	1 707 919	1 270 792
Autres produits	64 418	100 951
Dons et cotisations	7 364	10 582
Intérêts	2 430	4 112
	1 782 131	1 386 437
Charges		
Salaires et honoraires	1 355 363	1 051 414
Communications et sondages	295 956	191 695
Administration	83 135	77 951
Loyers et charges locatives	49 684	69 583
Participation comités et conférence (inscriptions, déplacements & per diem)	2 366	11 052
	1 786 503	1 401 695
Insuffisance des produits sur les charges	-4 373	-15 258

Les états financiers 2020-2021 complets, audités par la firme Samuel Avendano Cruz, SACC inc., sont disponibles sur demande.

ÉTATS DES RÉSULTATS	2020-2021	2019-2020	2018-2019	2017-2018	2016-2017
Produits					
Subventions	1 707 919	1 270 792	1 461 503	1 442 341	1 457 081
Autres produits	64 418	100 951	125 702	127 610	119 123
Dons et cotisations	7 364	10 582	13 630	46 347	16 084
Revenus d'intérêts	2 430	4 112	11 845	8 031	7 854
	1 782 131	1 386 437	1 612 680	1 624 329	1 600 142
Charges					
Salaires et honoraires	1 355 363	1 051 414	1 238 996	1 276 780	1 249 093
Communications et sondages	295 956	191 695	206 341	82 557	76 266
Administration	83 135	77 951	88 650	126 198	139 331
Loyers et charges locatives	49 684	69 583	68 500	66 724	71 781
Participation comités et conférence (inscriptions, déplacements & per diem)	2 366	11 052	33 268	48 270	32 668
	1 786 503	1 401 695	1 635 754	1 600 529	1 569 139
Insuffisance des produits sur les charges	-4 373	-15 258	-23 074	23 800	31 003

REMERCIEMENTS

L'ASPQ tient à remercier les différents bailleurs de fonds pour leur soutien financier essentiel à la réalisation de ces projets.



L'ASPQ tient également à remercier chaleureusement tous ses membres et partenaires qui sont essentiels à nos réalisations et sont une source quotidienne d'inspiration.

Ce rapport annuel est le fruit d'un travail collaboratif de l'équipe de l'ASPQ. Il est disponible en version PDF sur le site : www.aspq.org

